

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DRIRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions du Loir et Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

Téléphone : 02 54 74 98 80

Fax : 02 54 74 08 09

E-mail : drire.gs41@industrie.gouv.fr

Internet : www.centre.drire.gouv.fr

Directeur par intérim

Codic : RAAPC

Réf : 2008/ 396

Affaire suivie par

Vérifié par :

Mél :

M:\ENVIRONNEMENT\RM ENVIRONNEMENT (ex CEA
Andrieu)\Rapport\RAAPC AGREMENT VHU RM ENV.doc

Blois, le 26 juin 2008



Exploitant et site concernés :

RM ENVIRONNEMENT

ZA Nord les Combes
41300 SALBRIS

RAPPORT DE LA DRIRE A M. LE PREFET DE LOIR-ET-CHER

(Bureau de l'environnement et du cadre de vie)

Par courrier du 19 mars 2008, complété le 3 avril 2008, en tant que gérant de la société RM ENVIRONNEMENT a transmis à la préfecture de Loir-et-Cher une demande d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (démolisseur) sur son site de Salbris.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 a introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). L'article R543-162 du code de l'environnement prévoit que les exploitants des installations d'élimination des VHU (broyeurs et démolisseurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

Les VHU ne peuvent être remis par leur détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou des broyeurs agréés, ou à des centres de regroupement créés par les producteurs de véhicules.

Les démolisseurs agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Ils confient ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé qui assurera la dépollution et le démontage avant la destruction des véhicules.

Le nouveau dispositif est opérationnel depuis le 24 mai 2006, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 6 avril 2005 pris en application du décret précité.

b) Éléments de traçabilité introduits par le décret du 1^{er} août 2003

L'article 13 du décret a introduit 2 documents pour la traçabilité des véhicules :

- le récépissé de prise en charge d'un véhicule pour destruction,
- le certificat de destruction d'un véhicule.

Ces 2 documents sont en fait regroupés sur le seul imprimé CERFA n° 12514*01. Cet imprimé ne peut être rempli que par les opérateurs agréés.

Le récépissé de prise en charge pour destruction (partie supérieure de l'imprimé CERFA) est remis par l'opérateur agréé au propriétaire qui lui remet son véhicule, en échange de la carte grise. Une copie du récépissé est également adressée à la Préfecture d'immatriculation du véhicule.

Le certificat de destruction d'un véhicule (partie inférieure de l'imprimé CERFA) est complété par le broyeur agréé dans les 15 jours suivant la destruction du véhicule, et transmis à la Préfecture d'immatriculation du véhicule qui peut alors procéder à l'annulation de l'immatriculation.

c) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités de l'article R515-37 du code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées (rubrique 286 de la nomenclature des installations classées), l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article R512-31 du code de l'environnement.

La procédure d'agrément des opérateurs a été précisée dans l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Le demandeur ne peut être qu'un démolisseur ou un broyeur.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 15 mars 2005. Ce cahier des charges impose notamment à l'opérateur de procéder à la dépollution du véhicule (retrait des batteries et des fluides notamment) avant toute autre opération.

Un organisme qualifié doit attester de la conformité des installations du demandeur aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'une part, et aux exigences techniques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 d'autre part (comportant notamment l'imperméabilisation des aires de réception des VHU non dépollués). Par la suite les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

a été autorisé à exploiter un chantier de récupération de véhicules hors d'usage et de métaux par l'arrêté préfectoral n° 3798 du 21 novembre 1986.

Par récépissé du 21 novembre 1986, il a été pris acte du changement d'exploitant au bénéfice de la Société Métallurgique du Vertou. Par récépissé du 9 juin 2005, il a été pris acte du changement d'exploitant au bénéfice de la CEA ANDRIEU.

Par courrier du 3 avril 2008, M. _____ confirme le changement de dénomination sociale de la société, aujourd'hui RM ENVIRONNEMENT.

La société reçoit des véhicules hors d'usage du Loir-et-Cher, et des départements limitrophes, provenant de particuliers ou de garages. La capacité maximale d'accueil est de 50 VHU/an.

Pour l'instant, aucune autre opération que la prise en charge et le stockage des VHU dans l'attente de la remise à un broyeur agréé n'est réalisée sur le site. L'article R543-155 précise que « sont considérés comme démolisseurs, les personnes qui assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules ». A ce titre l'exploitant sollicite un agrément "démolisseur".

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT

Le dossier transmis le 3 avril 2008, contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

a) Eléments de l'article R515-37 du code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par l'article R515-37 du code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "démolisseur" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

c) Attestation de conformité

Le dossier initial contient une attestation de conformité établie le 10 mars 2008 par ECOPASS suite à une visite du 4 mars, société accréditée pour la certification ISO14001. Ce référentiel est nominé prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Cette attestation met en évidence 2 non conformités à l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1986 concernant l'absence de registre déchets et de dératification du site. La société RM ENVIRONNEMENT a transmis, par courrier du 25 juin 2008, les justificatifs de la levée des non conformités (extrait du registre, facture attestant de la dératification).

4. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prend en compte l'agrément du pétitionnaire. Il fixe les limites de l'activité tant en terme de nombre maximal de VHU que d'origine géographique. Il reprend les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 15 mars 2005 qui ne seraient pas comprises dans l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1986 ainsi que le cahier des charges qui aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant ce qui précède, la DRIRE propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande d'agrément "démolisseur" (dépollution et démontage de véhicules hors d'usage) présentée par la société RM ENVIRONNEMENT.

Conformément à l'article R512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) auquel il est proposé de remettre un avis favorable.

—
P/ le Directeur par intérim, et par délégation,
Le chef du groupe de subdivisions de Loir-et-Cher
Inspecteur des installations classées

